

# CHAPITRE 7 – Permanences et mutations de la société française jusqu'en 1914

## Cours 1. Industrialisation et transformation de la population active (1870-1914) (p. 162-163)

Quelles sont les conséquences de l'industrialisation sur la population active ?

### A - La France poursuit son industrialisation

#### 1. Innovations et concentration industrielle

L'industrialisation se poursuit sous la Troisième République avec l'apparition d'un nouveau cycle d'innovations lié aux progrès de l'électricité et du moteur à explosion. Des concentrations industrielles font leur apparition. Ainsi, les usines Schneider du Creusot se développent rapidement dans la ville et concentrent une main-d'œuvre ouvrière de plus en plus nombreuse. L'entreprise passe en quarante ans de 9 000 à 20 000 ouvriers et met en place une politique paternaliste qui a pour vocation de stabiliser la main-d'œuvre et de la contrôler.

Les Expositions universelles organisées à Paris en 1889 et en 1900 portent au triomphe ces progrès techniques et mettent en scène une marche vers le progrès. Elles font étalage des richesses produites par les industries françaises dans le contexte d'une compétition économique entre les nations européennes.

#### 2. L'augmentation du nombre des ouvriers

L'essor important de la grande industrie entraîne une augmentation du nombre

d'ouvriers, dans les usines – essentiellement textiles et sidérurgiques – et dans les mines d'extraction du charbon. Entre 1866 et 1906 la croissance de la population ouvrière est réelle (17 %), même si elle est plus lente qu'ailleurs en Europe.

### **3. Le poids persistant du petit atelier**

Le monde ouvrier est encore très hétérogène en 1880 et largement dominé par l'atelier, où le travail reste très proche de l'artisanat. En 1906, les ouvriers qui travaillent à domicile et reçoivent leurs ordres d'un lointain patron représentent encore 26,3 % des ouvriers français. Les entreprises de moins de 10 salariés emploient encore plus de la moitié de la main-d'œuvre.

## **B - Les paysans face à la modernisation et l'exode rural**

### **1. Une France encore rurale**

Jusqu'en 1914, l'agriculture se maintient comme l'activité dominante : celle de 38,5 % des Français. La plupart d'entre eux gèrent de petites exploitations fondées sur la polyculture (culture de plusieurs espèces végétales dans une même exploitation). Cette agriculture de subsistance, qui permet tout juste de nourrir une famille, contraint les paysans à rechercher un revenu de complément en exerçant une autre activité, dans de petits ateliers. On parle alors de paysans ouvriers.

### **2. La modernisation agricole**

Si l'outillage et les méthodes de travail restent dans l'ensemble traditionnels, la mécanisation et les innovations se répandent toutefois dans les campagnes, particulièrement après 1890. De plus en plus d'agriculteurs appliquent les nouvelles

méthodes de culture, utilisent les engrais ou investissent dans des machines. Les moissonneuses, faucheuses et batteuses se développent dans certaines campagnes, particulièrement dans le Bassin parisien et le Nord-Est, où la moisson se mécanise plus vite.

### **3. L'exode rural**

Cette lente mécanisation réduit peu à peu le nombre de paysans nécessaires et accélère le mouvement d'exode rural. La population rurale représentait 75 % de la population française en 1870, elle n'en représente plus que 60 % en 1911.

## **C - Une population urbaine en croissance**

### **1. Une nouvelle géographie industrielle**

Les nouvelles usines s'installent à proximité des matières premières et regroupent les ouvriers et les machines sur des lieux de plus en plus étendus. Les activités productives se concentrent ainsi dans le nord et l'est de la France, où les mines d'extraction du charbon emploient des milliers de mineurs. Ils sont 150 000 en 1913, 135 000 dans le seul bassin du Nord-Pas-de-Calais.

Les industries s'implantent également dans les villes et attirent à elles une importante population ouvrière. C'est le cas au Creusot, où la multiplication des activités des usines Schneider contribue au développement de la population de la ville qui passe, entre 1840 et 1900, de 2 700 à 30 500 habitants. C'est ainsi que les premières banlieues se développent autour de Paris, faisant naître un nouveau paysage constitué d'enchevêtrement d'usines, de terrains vagues et d'habitations ouvrières.

## **2. Un appel nécessaire à l'immigration**

Avec la chute de la natalité en France, la croissance de la population est considérablement ralentie. La France fait donc, plus tôt que ses voisins européens, appel à une main-d'œuvre d'origine étrangère. Elle devient ainsi le premier pays d'immigration en Europe. Ces immigrants viennent des pays frontaliers, de Belgique dans le Nord et d'Italie (nationalité la plus nombreuse à partir de 1891).

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ce sont ainsi des familles entières qui traversent les frontières et forment dans certains quartiers des communautés comme les « petites Italies ». Les industriels de Lorraine et du Nord-Pas-de-Calais mettent en place des bureaux de recrutement aux frontières.

## **Cours 2. Des populations marginalisées en République (p. 164-165)**

**Quels groupes sociaux restent marginalisés sous la Troisième République ?**

### **A - Des ouvriers qui attendent une République sociale**

#### **1. Des ouvriers oubliés par la République**

L'inauguration de la Tour Eiffel en 1889 peut être comprise comme une célébration du lien entre les ouvriers, l'industrie sidérurgique et la République. Mais les Républicains au pouvoir, qui cherchent à rassembler les Français autour de valeurs et de principes communs, tardent à mettre en place des mesures sociales favorables aux ouvriers.

#### **2. Le développement de la grève**

Les conditions de travail difficiles – les ouvriers travaillent jusqu'à 12 heures par jour, parfois plus – l'absence de protection sociale, la dangerosité et la mortalité précoce poussent les ouvriers à faire usage de la grève pour se faire entendre. Ils sont soutenus par les syndicats, autorisés depuis 1884, qui les aident à s'organiser. La CGT (Confédération Général du Travail) apparaît par exemple en 1895 et se dote dès 1900 de son journal, La Voix du peuple. À partir de 1904, l'une des principales revendications de la CGT est la journée de 8 heures.

À Courrières, le 10 mars 1906, une explosion provoque la mort d'environ 1 100 mineurs. Une grève se développe alors et se généralise rapidement à toute la France. Le 1er mai suivant, tous les secteurs d'activité cessent le travail. La classe ouvrière se confronte de cette manière au pouvoir en place.

### **3. La répression des mouvements ouvriers**

Ces grèves traduisent une crise de confiance des ouvriers et sont chaque fois réprimées par les forces armées. En 1891, à Fourmies, petite cité textile du nord de la France, les ouvriers organisent le 1er mai pour protester contre la misère. Les salaires ont baissé et le chômage partiel est devenu fréquent. Le maire de la ville fait intervenir l'armée : 9 manifestants sont tués, une cinquantaine sont blessés.

C'est à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que les premières lois qui répondent aux attentes sociales des ouvriers sont votées : en 1898 une loi sur l'indemnisation des accidents du travail, en 1900 la limitation de la journée de travail à 10 heures, en 1906 le repos hebdomadaire obligatoire, en 1910 les premières retraites pour les ouvriers et les paysans.

## **B - Les droits sociaux des femmes peinent à être reconnus**

### **1. Les femmes travaillent de plus en plus**

Les femmes participent à l'ensemble des transformations économiques et sociales en France au XIX<sup>e</sup> siècle, mais leur contribution à l'économie est sous-estimée. Si elles participent toujours très activement aux travaux des champs pour lesquels elles ne sont pas rémunérées, elles sont aussi de plus en plus nombreuses dans les usines. Entre 1870 et 1906, le travail des femmes augmente de 30 % ; elles sont surtout présentes dans le textile ou l'alimentation car ces tâches sont considérées comme « féminines », requérant patience et minutie, par opposition aux « travaux d'hommes » nécessitant force physique et aptitudes techniques.

## **2. Une lente amélioration de leur condition**

Tout au long de la période les femmes sont deux fois moins payées que les hommes et elles ne peuvent disposer librement de leurs revenus qu'à partir de 1907. À partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de nouvelles lois visant à améliorer leurs conditions de travail sont votées (loi de 1892 qui limite à 11 heures la journée de travail) mais il faut attendre 1909 pour qu'elles obtiennent un congé de maternité de 4 semaines.

À partir de 1881-1882, la scolarisation des filles s'accélère mais les programmes d'instruction primaire précisent que « l'école doit préparer et prédisposer la jeune fille aux soins du ménage et aux ouvrages de femmes ». Les contenus de l'enseignement secondaire sont très différents de ceux des garçons et ne leur permettent pas d'accéder au baccalauréat. Rares sont donc les jeunes filles à poursuivre leur scolarité à l'université.

## **C - Les immigrés, victimes de xénophobie**

### **1. Des actes xénophobes**

Le nombre d'incidents contre les étrangers augmente dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans un contexte de crise économique. La poussée xénophobe touche les Italiens, les plus nombreux en France, mais aussi les Belges dans le Nord et le Bassin parisien. Ce rejet de l'étranger se traduit par des injures, des protestations orales, des pétitions mais aussi par de violentes bagarres. En 1893, la tuerie la plus connue fait 8 morts et plusieurs dizaines de blessés. Elle se déroule dans les salines d'Aigues-Mortes. Les ramasseurs de sel qui s'en sont pris aux Italiens sont toutefois acquittés.

## **2. Une main-d'œuvre considérée comme concurrente**

Les ouvriers français reprochent aux travailleurs étrangers, moins payés, de leur faire concurrence, et d'être responsables du chômage. La République impose aux travailleurs étrangers de se faire enregistrer dans la commune où ils travaillent. En échange d'une taxe, ils reçoivent du maire un document qu'ils doivent présenter à la police au moment des contrôles. Enfin, une grande partie de la presse tient régulièrement des rubriques sur les affrontements entre ouvriers français et étrangers. L'idée est de désigner les responsables des souffrances des ouvriers français.



### **Doc 3 p. 166 : Discours d'ouverture de l'Exposition universelle de 1889**

Messieurs,

Aujourd'hui, nous venons contempler dans son éclat et dans sa splendeur l'œuvre enfantée par ce siècle de labeur et de progrès. Nous venons saluer les travailleurs du monde entier qui ont apporté ici le fruit de leurs efforts et les productions de leur génie. [...] Nous venons souhaiter la bienvenue aux visiteurs qui, déjà de tous les points de l'horizon, en deçà ou au-delà des frontières, arrivent, sans compter les distances, pour prendre part à nos fêtes. [...]. Notre chère France est digne d'attirer à elle l'élite des peuples. Elle a le droit d'être fière d'elle-même, et de célébrer, la tête haute, le centenaire économique comme le centenaire politique de 1789. [...] Elle a trouvé dans ses institutions la force de vivifier le travail, de ranimer l'activité du commerce et de l'industrie, de rendre courage à l'agriculture atteinte par de redoutables fléaux [...] On ne saurait mieux le faire que par cet admirable concours de peuples, qui, venus de toutes les parties du monde, se donnent rendez-vous pour rassembler les merveilles de l'industrie et les splendeurs de l'art de notre époque.

Discours prononcé le 6 mai au pied de la tour Eiffel par le président de la République Sadi Carnot pour l'ouverture de l'Exposition universelle de 1889, Petit Journal, 8 mai 1889.

## **Doc 4 p. 167 : L'Exposition universelle de 1900 célèbre le progrès**

Le XIX<sup>e</sup> siècle a été le grand siècle du progrès. Pour fêter les prodiges des Arts et des Sciences, de l'Industrie et de l'Agriculture, la France invita toutes les nations à participer à l'Exposition universelle qu'elle organisait à Paris. Toutes répondirent à cette invitation ; elles tenaient à comparer les progrès de leurs industries avec ceux des autres nations.

L'exposition de 1900 fut une merveille. Le champ de Mars avec son château et ses fontaines lumineuses qui, le soir transformaient cette partie de l'exposition en une véritable féerie, les quais de la rive gauche de la Seine, du pont Alexandre III au pont d'Iéna, étaient occupés par les palais des Nations, chacun dans son architecture nationale. [...] Toutes ces constructions constituaient un ensemble riche et pittoresque et représentaient un travail formidable qui retenait l'attention des visiteurs. Jamais, à aucune époque de l'histoire, le travail n'a été autant glorifié que pendant l'année 1900.

Jeanne Bouvier<sup>1</sup>, Mes Mémoires, une syndicaliste féministe, 1876-1935.

1. Jeanne Bouvier est une ouvrière chemisière-lingère, militante syndicaliste et féministe.

## **Doc 5 p. 167 : Le pavillon du Creusot en 1900**

**La famille Schneider a participé à plusieurs Expositions universelles. Elle a exposé ses productions à Paris en 1867, 1878, 1900.**

Le pavillon du Creusot, dont une énorme coupole, surmontée et flanquée de canons de tous les calibres qui semblaient prêts à canonner tout ce qui les entourait, dominait le cours de la Seine à une hauteur considérable.

À la vérité, ce pavillon ne contenait pas seulement du matériel de guerre, car on y apercevait notamment une locomotive extraordinaire par ses dimensions. [...]

Naturellement le Creusot a tenu à ne pas fractionner son exposition, mais c'étaient d'ailleurs les engins de guerre qui dominaient de beaucoup dans son pavillon. Ici, c'était une machine marine [...] ; plus loin, et tout à côté du matériel électrique, que les établissements en question fabriquaient maintenant couramment, voici des types de plaques de blindage en acier et au nickel telles que les diverses marines du monde en avaient commandé à notre gigantesque usine métallurgique [...]. Au milieu de tous ces engins de destruction, dont la puissance même était un argument pour la disparition de la guerre, on apercevait un plan en relief des établissements du Creusot.

Louis Rousselet, L'Exposition universelle de 1900,

Librairie Hachette & Cie, 1901.

## **Doc 1 p. 168 : De plus en plus de départs à Mazières-en-Gâtine**

Entre 1880 et 1900, ces départs se précipitèrent. Un certain nombre de jeunes gens de la commune, dont beaucoup eussent vécu pauvrement, acquirent, grâce à leur instruction, des situations plus aisées. Les mieux doués se dirigeaient dès la sortie de l'école primaire vers l'École normale d'instituteurs<sup>1</sup>. Il y avait pour cela beaucoup de raisons : tout d'abord l'influence de l'instituteur et l'estime mêlée de respect dont il jouissait ; nous aurons l'occasion d'en parler. Ensuite la proximité du siège de l'École normale de Parthenay (15 kilomètres) ; la certitude donnée à 16 ou 17 ans par les succès d'un concours d'entrée à cette école d'avoir une situation honorable après trois ans d'études gratuites. [...] Enfin et surtout, peut-être, il faut signaler la contagion de l'exemple donné par les premiers succès, les relations qui unissaient les familles les unes aux autres, la force du courant ainsi créé. C'est ainsi qu'en 1884 entra à l'École normale de Parthenay le fils d'un gendarme. [...] Deux ans plus tard, un cultivateur très aisé des environs y faisait entrer son fils. C'est là une décision assez surprenante. Mais cet homme avait une famille assez nombreuse : trois fils, deux filles ; deux de ses fils devinrent fonctionnaires – tous deux instituteurs – ; ses deux filles se marièrent ; un de ses fils est demeuré à la propriété ; il la cultive encore.

Roger Thabault, Mon village. Ses hommes, ses routes, son école.

1848-1914.

1. L'école d'enseignement supérieur où sont formés les futurs instituteurs.  
À partir de 1879 chaque département a l'obligation d'en fonder une.

## **Doc 1 p. 170 : Le Creusot dans un manuel pour enfants, 1877**

Examine d'abord, en face de toi, ces hautes tours de quinze à vingt mètres : ce sont les hauts fourneaux que nous voyions briller la nuit comme des brasiers. Il y en a une quinzaine au Creusot. Une fois allumés, on y entretient jour et nuit sans discontinuer un feu d'enfer.

– Mais pourquoi a-t-on besoin d'un si ardent brasier ?

– C'est pour fondre le minerai de fer. Quand le fer vient d'être retiré de la terre par les mineurs, il renferme de la rouille et une foule de choses, de la pierre, de la terre ; pour séparer tout cela et avoir le fer plus pur, il faut bien faire fondre le minerai. Mais songe quelle chaleur il faut pour le fondre et le rendre fluide comme de l'huile ! À cette chaleur énorme, le fer et les pierres deviennent liquides, mais le fer, qui est plus lourd, se sépare des pierres et tombe dans un réservoir situé au bas du haut fourneau. Les hauts fourneaux du Creusot produisent ainsi chaque jour plus de 500 000 kilogrammes de fer ou de fonte.

G. Bruno, *Le Tour de France par deux enfants*<sup>1</sup>, Belin, 1877.

1. *Le Tour de France par deux enfants* est un manuel de lecture scolaire rédigé comme un roman.

## **Doc 2 p. 170 : La glorification du paternalisme (1894)**

Être le père de vos ouvriers, voilà bien, Monsieur<sup>1</sup>, la constante préoccupation de votre cœur. Toutes les œuvres de bienfaisance dont vous avez doté votre cité, en donnent un vivant et magnifique témoignage. L'enfant a ses écoles, le vieillard sa Maison de famille pour abriter ses infirmités ; les blessés et les malades trouveront ici l'Hôtel du bon Dieu, et, au chevet de leur lit de douleur, des anges consolateurs, pieuses auxiliaires de nos dévoués médecins. Cette pensée constante de votre vie, vouée au bien-être moral et matériel de votre grande famille ouvrière, vous l'avez recueillie, Monsieur, de votre illustre père, le grand génie qui a créé cette cité industrielle dont vous contribuez à maintenir et étendre la glorieuse renommée.

J. A. Burdy, adjoint au maire du Creusot, discours pour l'inauguration de  
l'Hôtel-Dieu, 15 septembre 1894.

1. Le discours s'adresse à Henri Schneider, alors maire.

## **Doc 5 p. 171 : Entretien avec un ouvrier du Creusot en 1897**

- Cela doit être fatiguant votre métier ?
  
- Pour sûr. Mais que voulez-vous ? On s’y fait.
  
- Vous devriez être tranquille, puisqu’il y a une caisse de retraite au Creusot ?
  
- Oui, je sais ! Ma retraite quand j’aurai soixante ans ! Si je vis jusque-là ! Et cette maudite maison qu’il faut rembourser tous les mois ! [...] Si seulement on avait de quoi vivre ! [...] Ce qu’il faudrait, c’est que les patrons ne gagnent pas tant [...].
  
- On n’a pas envie de se révolter un peu, de faire des grèves ?
  
- Ici ? Au Creusot ? Jamais de la vie ! ... C’est plein de mouchards [...] ! Dans le temps, il y a eu des réunions socialistes. Tous les ouvriers qui y sont allés ont été renvoyés, tous ! [...]
  
- On aime bien le patron ici ?
  
- Peuh ! On ne l’aime ni on le déteste ! Il n’est pas plus mauvais que les autres. Oui, les ouvriers votent pour lui. On le connaît, comme on connaissait son père<sup>1</sup> avant lui. Des ouvriers voudraient bien ne pas voter pour lui. Mais ils n’osent pas [...] Oui, ils ont peur qu’on les fiche à la porte de l’usine, s’ils ne votent pas pour le patron.

Jules Huret, Enquête sur la question sociale en Europe, 1897.

1. Référence à Eugène Schneider, père d’Henri Schneider.

### **Doc 3 p. 172 : Georges Clemenceau et la fusillade de Fourmies**

Qui pourrait soutenir, ici ou devant l'Europe, devant le monde civilisé, que les faits qui se sont passés à Fourmies avant la fusillade justifient la mort de ces femmes, de ces enfants, dont le sang a pour si longtemps rougi le pavé ! Non, assurément [...] il y a disproportion monstrueuse entre l'attaque et la répression ; il y a quelque part, sur le pavé de Fourmies, une tache de sang innocent qu'il faut laver à tout prix !

Oh ! je ne viens pas apporter ici des paroles de haine ; je dis que le fait capital de la politique actuelle, c'est l'inévitable révolution qui se prépare. C'est l'organisation de ce quatrième État, dont je parlais tout à l'heure. Il faut en prendre votre parti ; ce quatrième État, vous devez ou bien le recevoir par la violence, ou bien l'accueillir à bras ouverts. (Très bien ! très bien ! à gauche)

Le moment est venu de choisir. Si vous lui opposez la violence, c'est la guerre civile que vous léguerez à vos enfants [...] Si vous l'accueillez avec un sentiment sincère de cordialité, si vous l'encouragez, si vous l'aidez, si vous écoutez ce qu'ont à dire ces travailleurs, pour chercher à démêler ce qui est immédiatement applicable et ce qui doit fatalement attendre, alors, il faut être indulgent. Quand un malheur comme celui de Fourmies s'est produit, il faut que la première parole qui s'échappe de vos lèvres soit : oubli ! Apaisement ! Paix !

Discours de Georges Clemenceau à la Chambre des députés

le 8 mai 1891.



## **Doc 5 p. 173 : La mobilisation ouvrière**

**Éléonore André est fille de communards. Née en 1870, elle a été prise en charge par M. et Mme Vilterbe en 1878 alors que sa mère, déportée en Nouvelle-Calédonie, venait d'y mourir.**

« Andeville, le 9 mai 1909,

Chers parents Vilterbe,

Depuis plusieurs mois, la journée de travail avait été ramenée à 8 heures pour compenser une baisse des payes. Le bruit courait depuis plusieurs semaines d'une nouvelle diminution. [...] Le 3 mars, la maison Schindler a affiché les nouveaux tarifs. Le jour même, les ouvriers ont arrêté le travail [...]. Dans les jours qui ont suivi, la grève se propageait dans tous les villages. Le mouvement fut très long et très violent. Des renforts de gendarmerie, des centaines de dragons<sup>1</sup> ou de hussards sont arrivés dans la région de Méru. La répression des forces de police fut brutale mais la solidarité ouvrière fut plus forte encore. [...] Un jour, à Méru, un jeune lieutenant a touché ma poitrine avec son sabre et m'a regardée en faisant un geste ordurier. Devant cette grossièreté répugnante du grand seigneur, les femmes lui ont dit ce qu'elles pensaient. Le galonné, aussitôt, a ordonné à ses hommes de charger. Les hommes nous ont défendues en jetant ce qu'ils avaient sous la main : des pierres. Une dizaine ont été blessés de coups de sabre. Trois ont été arrêtés.

Nous étions de nombreuses femmes à organiser les soupes communistes ou à soutenir nos hommes. Plusieurs fois nous étions en tête des manifestations,

espérant les protéger des charges brutales des militaires. La solidarité ouvrière s'est organisée. [...] Vive la grève ! [...]

« Votre fille de cœur »

Archives départementales de l'Oise.

1. Militaires se déplaçant à cheval mais combattant à pied.

## Doc 1 p. 174 : Traverser la frontière

### Transcription d'un billet de passeur<sup>1</sup> italien daté de 1893.

« Rive-de-Gier<sup>2</sup> le dix janvier 1893, bon pour francs 256<sup>3</sup>. Reçu de Messieurs Richarme et Cie la somme de deux cent cinquante-six francs, montant des frais de voyage de Vettraino Luigi Antoine, Vettraino Luigi Rocca, Vettraino Luigi et Merucci Giuseppe quatre porteurs de bouteilles, venus avec moi de Cassino (Italie) courant janvier 1892. » Dont quittance

Giuseppe Vettraino, collection particulière.

1. Un passeur est une personne qui fait passer une frontière à des migrants.
2. Rive-de-Gier est une ville du département de la Loire, entre Lyon et Saint-Étienne. La ville connaît une forte immigration italienne à cette période, essentiellement en provenance du Piémont.
3. 256 francs représentent à peu près 50 jours de travail d'un ouvrier français.

## **Doc 4 p. 175 : Le rejet des Italiens : une pétition d'ouvriers du département de l'Aube à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle**

Monsieur le préfet,

C'est avec respect que je viens vous demander assistance pour revendiquer nos droits.

Depuis plusieurs années, les étrangers pullulent sur nos travaux publics ; particulièrement les Italiens. Les Italiens travaillent pour un prix inférieur au nôtre et leur affluence est si grande que nous sommes obligés de subir une diminution très accentuée pour gagner notre pain ; le premier résultat si on ne veut pas végéter on ne peut pas payer ; chose déshonorante pour la corporation des terrassiers.

Cette main-d'œuvre étant pénible, il faut vivre ; ce n'est pas avec du pain sec que l'on peut résister au travail. Les entrepreneurs préférant les Italiens, dans beaucoup de chantiers ces derniers soutenus par les premiers parce qu'ils en retirent de gros bénéfices [...]. Nous avons l'humiliation de nous voir insulter et rudoyer et à la moindre protestation, ceux qui nous enlèvent notre travail ne craignent pas de nous tuer à coups de couteau : acte de lâcheté. Notre indignation est juste !

Pétition citée par Pierre-Jacques Derainne dans « Le travail, les migrations et les conflits en France », thèse, 1999.